

Le président chinois Xi Jinping et le président vietnamien To Lam marchent après une cérémonie de signature au Grand Palais du Peuple à Pékin, le 19 août 2024.



Orwellien

La Chine ment sur l'état réel de son économie et voilà pourquoi nous ferions bien de nous en préoccuper

Les données économiques officielles chinoises ont toujours été erronées et les observateurs de la Chine se plaignent depuis longtemps que le Bureau national des statistiques ne fournit pas suffisamment de détails sur ses méthodologies.

Atlantico : Quel est l'état de santé réel de l'économie chinoise ? À quel point les données officielles pourraient-elles être éloignées de la réalité économique du pays ?

Jean-Mac Siroën : La Chine ne s'est toujours pas remise de la crise du Covid alors même que, depuis la crise financière de 2007-2008, son taux de croissance est à la baisse. Actuellement il se situe officiellement autour de 5 %. Cette performance qui serait glorieuse pour un « vieux » pays industriel, n'est pas suffisante pour résoudre les problèmes de la Chine : consommation atone, surendettement qui pèse sur l'investissement, exportations en berne. Ce chiffre mi-figue mi-raisin est-il surestimé ? La plupart des experts le pensent. Il n'est pas cohérent avec la situation réelle de la Chine, notamment un chômage des jeunes paradoxal dans un pays en croissance qui a fait si peu d'enfants.

De fait, pour éviter d'afficher de trop fortes variations, le taux de croissance serait lissé ce que signifie une sous-estimation en période de boom (de plus en plus rare) et, comme aujourd'hui, une surestimation en période de ralentissement. Le problème est que le PIB agrège une multitude de données dont le mode de calcul reste très opaque ce qui permet toutes les manipulations. Par exemple, à y regarder de près, les chiffres de la balance commerciale sont anormalement différents selon les méthodes de calcul utilisées.

Quelles peuvent en être les conséquences pour les investisseurs étrangers et les partenaires économiques de la Chine ? Dans quelle mesure nous ferions bien de nous inquiéter de ce phénomène ?

La Chine avait autrefois compris que pour attirer les investissements étrangers, il était mieux d'éviter de trop jouer avec les chiffres car la triche finit toujours par se voir. Il y a donc eu de réels efforts pour améliorer le système même si l'abondance de statistiques avait aussi pour fonction de noyer les experts ... Par ailleurs, la volonté de la Chine de prendre une plus grande place dans les organisations internationales (FMI, Banque Mondiale, OMC, OMS, etc.) exigeait que le pays adopte des normes internationales plus rigoureuses. Avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, le durcissement du régime a entraîné un retour en arrière et mis un terme à la très relative liberté dont bénéficiaient les économistes, les universitaires et les statisticiens. Si la Chine n'a pas atteint le niveau de dissimulation de l'URSS de Staline, on peut s'interroger sur la fiabilité des statistiques chinoises. Même si on peut penser que les investisseurs étrangers savent à quoi s'en tenir, le traficotage des chiffres risque de se retourner contre la Chine si les doutes sur sa situation réelle conduisent à une surestimation des risques, à un désengagement des investisseurs étrangers et à un manque de visibilité pour les firmes étrangères qui exportent vers la Chine. C'est peut-être pire encore pour les financiers dont le métier est justement d'évaluer le risque. L'opacité des comptes se conclut généralement par une crise financière.

Alors que le gouvernement chinois manipule les données, occulte des faits sensibles et propose parfois des remèdes illusoire pour l'économie, ce vide s'auto-alimente : plus l'économie est fragile, plus les connaissances sont occultées et plus les nerfs sont à vif. La Chine commet-elle les erreurs qui ont provoqué l'effondrement de l'Union Soviétique, en devenant un régime autocratique, illibéral mais aussi inefficace ?

La Chine est certes revenue à un régime autocratique que le réformateur Deng Xioping avait voulu contenir notamment en limitant la durée du mandat des dirigeants à 10 ans. Comme en Russie, cette restriction a été levée. Le régime chinois est pire qu'illibéral. C'est une dictature « orwellienne » qui n'a jamais remis en cause le « rôle dirigeant du Parti communiste ». Il contrôle étroitement la vie publique et l'information, surveille étroitement sa population, emprisonne les opposants et remplit ses camps de travail. Le tournant aurait pu être pris en 1989, mais il ne l'a pas été. On a même retrouvé avec Xi Jinping un retour au culte de la personnalité et à la bonne méthode stalinienne des purges. La corruption

généralisée permet ainsi de limoger qui on veut. Mais le durcissement du régime témoigne aussi de sa fragilité. Vouloir prévenir un nouveau Tienanmen par la répression signifie aussi qu'on le redoute.

Le système chinois a pour caractéristique de cloisonner son système économique. C'est ce qui a fait son succès même si celui-ci s'est essoufflé. D'une part une économie planifiée, étroitement contrôlée par l'État, avec ses industries lourdes subventionnées et relativement inefficaces. D'autre part, des enclaves à la fois géographiques et économiques dédiées à l'exportation -les zones spéciales- qui accueillent les filiales étrangères des grands groupes mondiaux et qui sont devenues l'atelier du monde, sans être celui de la Chine. Entre les deux, une économie de marché avec des entreprises nationales ou mixtes (joint-venture), jouant du transfert plus ou moins légal des technologies, avec la figure emblématique de géants de type Ali Baba, Huawei et plus récemment BYD, chargés de satisfaire prioritairement le marché intérieur. Ce type d'entreprises pose un défi au pouvoir chinois qui craint qu'elles leur échappent, d'où la reprise en main à laquelle on a assisté notamment avec Ali Baba.

Ce modèle se distingue donc assez radicalement de ce que fut l'URSS de Brejnev et de Gorbatchev. On nuancera seulement en constatant que la dualité chinoise n'a pas totalement préservé la Chine des mirages staliniens : infrastructures coûteuses et contestables, surcapacités de production, faible productivité des entreprises publiques.

La perestroïka et la glasnost soviétiques n'ont pas grand-chose à voir avec les réformes engagées en Chine dans les années 1980. Les réformes soviétiques insistaient plus sur l'assouplissement politique que sur la libéralisation économique quand la Chine a plutôt choisi la priorité inverse, ouvrir l'économie mais maintenir la chape de plomb politique. Contrairement à l'URSS, les résultats économiques ont été là. Et lorsqu'on parle de l'effondrement il s'agit certes d'un système économique mais aussi d'un Empire (pays satellites compris). Même si l'histoire de la Chine peut faire craindre aux dirigeants un éclatement, l'analogie avec l'URSS doit être nuancée.

Quelles parallèles pouvons-nous faire entre la Chine d'aujourd'hui et l'URSS d'alors ?

L'URSS n'a jamais cherché à s'ouvrir sur le monde. Elle se suffisait de son Empire et de l'industrie est-allemande ou tchèque. Elle se passait très bien du FMI et du GATT (devenu OMC). C'est la grande différence avec la Chine qui a pu faire côtoyer un système de développement stalinien fondé sur les infrastructures, l'agriculture (par ailleurs décollectivée ce qui a beaucoup compté dans ses performances économiques) avec l'ouverture aux firmes étrangères qui lui apportaient capitaux, technologies et ... marchés. L'URSS n'avait jamais été si loin.

Que sait le gouvernement que les citoyens ordinaires ne savent pas et quelle est la fiabilité des informations sur lesquelles il fonde ses décisions ?

Les enjeux sont au moins aussi politiques qu'économiques. En Chine, le gouvernement n'affiche pas un taux de croissance, il le décrète. Il devient ainsi une quasi-obligation pour l'État, mais aussi pour les provinces qui feront remonter des chiffres ... ajustés.

Après le massacre de Tiananmen en 1989, le régime communiste a voulu imposer le contrat suivant à son peuple : « moins de liberté, plus de consommation ». Jusqu'à la crise de 2008, les choses se sont passées à peu près comme voulu. Depuis, l'engagement est devenu plus difficile à respecter : les classes moyennes urbaines ont été frappées de plein fouet par la crise immobilière qui a ruiné une trentaine de millions de ménages. La gestion brutale de la crise sanitaire en a rajouté dans le mécontentement. D'où la volonté de mieux contrôler les statistiques pour présenter une réalité édulcorée qui ne désespère pas Shanghai. Ainsi, fait significatif, la publication des statistiques sur le chômage des jeunes urbains a été suspendue l'année dernière avant d'être rétablie dans une version moins alarmante.

Avec la détérioration de la croissance et le renforcement de l'idéologie bureaucratique, ce manque d'informations pourrait-il devenir aussi inquiétant pour Pékin que pour les investisseurs étrangers ?

Le gouvernement chinois estime sans doute que les résultats actuels ne justifient plus la poursuite d'une « occidentalisation » du pays. Celle-ci n'assurerait plus la survie du système et une reprise en main a été considérée comme nécessaire. Mais la Chine se heurte à une contradiction : comment continuer à attirer des investissements étrangers et conquérir des marchés alors que la politique menée accroît les incertitudes ? Comment convaincre Apple de maintenir ses investissements en Chine plutôt qu'en Inde ou au Vietnam ?